

DAVID Carine

Née le 7 mai 1973 à Lyon

Mariée, 3 enfants

carine.david@univ-nc.nc / cdavid.juris@gmail.com

Maitre de conférences HDR en droit public

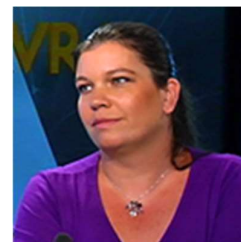
Qualifiée aux fonctions de professeur (2017)

Titulaire de la PEDR (2018-2021)

Université de la Nouvelle-Calédonie

Membre du Laboratoire de Recherche Juridique et Economique

(LARJE, EA 3329)



DIPLOMES

- 2014 **Habilitation à diriger des recherches**, Université de Limoges, sous la direction du Prof. Michel Prieur. Sujet : *Environnement institutionnel et institutions de l'environnement en Nouvelle-Calédonie et en droit comparé*.
- 2005 **Doctorat** en droit public à l'université Paris 1, Sujet de la thèse : *La loi du pays calédonienne, témoin de la mutation de l'Etat unitaire français*, sous la direction de M. Jean Gicquel, Professeur à l'Université Paris 1 et M. Guy Agniel[†], Professeur à l'Université de la Nouvelle-Calédonie

PUBLICATIONS

Ouvrages :

- ◆ « Essai sur la loi du pays calédonienne – La dualité de la source législative dans l'Etat unitaire », éd. L'Harmattan, Coll. GRALE/CNRS, 700 pages, 2008.

Etudes :

- ◆ « Les modalités d'organisation du référendum d'autodétermination calédonien », *Revue juridique, politique et économique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 31/2018.
- ◆ « Management regimes in New Caledonia », in C. Sheppard (dir.), *World Seas: an environmental evaluation*, éd. Marine Pollution Bulletin, à paraître en 2018. Co-écrit avec V. David (IRD – UMR GRED).
- ◆ « République », in P. Brown (Dir.), 101 mots pour comprendre l'Australie, éd. CDP, 2018.
- ◆ « Citoyenneté », in P. Brown (Dir.), 101 mots pour comprendre l'Australie, éd. CDP, 2018.
- ◆ « Partis politiques », in P. Brown (Dir.), 101 mots pour comprendre l'Australie, éd. CDP, 2018.
- ◆ « Générations volées », in P. Brown (Dir.), 101 mots pour comprendre l'Australie, éd. CDP, 2018.
- ◆ « Commonwealth », in P. Brown (Dir.), 101 mots pour comprendre l'Australie, éd. CDP, 2018.
- ◆ « Immigration », in P. Brown (Dir.), 101 mots pour comprendre l'Australie, éd. CDP, 2018.

- ◆ « The census and the question of ethnicity : the French approach in a comparative frame », in P. Brown, J.-Y. Faberon (dir.), *Fates of the political communities of Oceania*, ed. ANU Press, à paraître en 2018.
- ◆ « The status of New Caledonia in the French constitutional context », in S. Firth (dir.), *France in the Pacific : an update*, ANU Press, à paraître, 2018.
- ◆ « Repenser les institutions calédoniennes par le prisme du modèle de la démocratie consensuelle », *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 30/2017, pp. 114-119.
- ◆ « Domanialité publique maritime et usages coutumiers en Nouvelle-Calédonie », in J.-L. Pissaloux et A. Rainaud (dir.), « *Les 30 ans de la loi littoral* », Ed. L'Harmattan, Coll. GRALE, 2017, pp. 297-312.
- ◆ « Les transitions politiques en Mélanésie, éléments de réflexion pour la préparation du « jour d'après » en Nouvelle-Calédonie », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, n° 110, 2017/2, pp. 367-386.
- ◆ « Constitutional design: Special autonomy and other measures – The case of New Caledonia », in *Constitution-building in states with territorially based societal conflict*, Actes du Forum sur Constitution Building in Asia and the Pacific des 18 et 19 août 2016, Melbourne (Australie), ed. International Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA), 2017.
- ◆ « Les aspects juridiques de l'exploitation minière sous-marine en Polynésie française », in S. Al Wardi et J.-M. Reignaut (dir.), « *Océanie convoitée* », éd. 'Api Tahiti, 2017.
- ◆ « L'incomplétude du contrôle de la loi du pays », in C. David (Dir.), *15 ans de lois du pays – Sur les chemins de la maturité*, éd. PUAM, Coll. Droit d'outre-Mer, 2016, p. 97-108.
- ◆ « Démocratie et Constitution aux Iles Salomon : à la recherche d'une Constitution de conception salomonaise », in F. Faberon (Dir.), « *Diversité de la démocratie. Théorie et comparatisme : les pays de la Mélanésie* », éd. Centre Michel de l'Hospital, 2016, p. 199-216.
- ◆ « Contraintes et référentiels juridiques de l'exploitation minière sous-marine en Polynésie française », in *L'exploitation minière sous-marine en Polynésie française*, Expertise collégiale IRD, éd. Expertises collégiales IRD, 2016.
- ◆ « La fixation des « conditions et limites » du droit de participation en matière environnementale en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie », *Revue Juridique de l'Environnement*, 2015/4, pp. 617-632.
- ◆ « Les théories consociative et incitative au secours du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie », *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 25/2015, pp. 7-13.
- ◆ « Réflexions sur le rôle du juge dans la définition d'une éthique nouvelle du développement durable dans le cadre océanien », in S. Blaise, V. David et C. David (dir.), *Le développement durable en Océanie – Vers une éthique nouvelle ?*, éd. PUAM/PUP, Coll. Développement Durable, 2015, pp. 185-196.

- ◆ « Commentaire de la décision n° 2014-392 QPC du 25 avril 2014 », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, n° 101, 2015/2, pp. 181-185.
- ◆ « Sources et partage de compétences en droit du patrimoine naturel et culturel », in G. Nicolas et C. Castets Renard (dir.), *Patrimoine naturel et culturel de la Nouvelle-Calédonie – Aspects juridiques*, éd. L’Harmattan, 2015, pp.79-96.
- ◆ Chroniques de Jurisprudence Administrative en Nouvelle-Calédonie, *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 22 à 25 (2013 à 2015).
- ◆ « La prise en compte de la diversité culturelle lors des transitions constitutionnelles : analyse à partir du cas des États du Pacifique insulaire », Colloque de l’Association Française des constitutionnalistes, Lyon, 26 juin 2014. Téléchargeable sur le site de l’AFDC.
- ◆ « La compétence de droit commun des provinces - Analyse au travers du prisme de la compétence environnementale », *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 24/2014, pp. 106-116. Co-écrit avec V. David (IRD – UMR GRED).
- ◆ « La mise en place du Gouvernement « Ligeard » », *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 24/2014, pp. 100-105.
- ◆ « Lois du pays et question prioritaire de constitutionnalité : Vers une progression de l’état de droit en Nouvelle-Calédonie », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, n° 98, 2014/2, pp. 317-344.
- ◆ « Commentaire de la décision n° 2013-308 QPC du 26 avril 2013 - Le difficile positionnement du Conseil constitutionnel par rapport à la loi du pays : entre assimilation et reconnaissance des spécificités », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, n° 95, 2013/3, pp. 977-982.
- ◆ « Protection du corps humain et préservation de la nature », in G. Nicolas (dir.), *Corps et patrimoine*, éd. Les Etudes Hospitalières, Les cahiers de droit de la santé, n° 18, 2013, pp. 527-554.
- ◆ « Le Sénat coutumier de Nouvelle-Calédonie : une institution en mutation ? », in M. Tabani (dir.), *Cultures, sociétés et environnement à Vanuatu et dans le Pacifique*, éd. VKS/Pacific Dialogues, 2013, pp. 175-193.
- ◆ « Commentaire de la décision du Conseil constitutionnel n° 2013-4866 AN du 24 mai 2013 », *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 20/2013.
- ◆ « L’assimilation du régime des lois du pays à celui des lois nationales dans le cadre de la QPC », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, n° 2012/4, pp. 863-866.
- ◆ « Le rôle du juge constitutionnel dans la détermination de la portée du droit à l’environnement - Approche comparée », in *Changements environnementaux globaux et Droits de l’Homme*, éd. Bruylant, 2012, pp. 271-288.
- ◆ « L’initiative marocaine pour le Sahara Occidental vue par le prisme du statut d’autonomie de la Nouvelle-Calédonie », in *La Gouvernance dans les statuts d’autonomie : institutions et mécanismes*, éd. du Conseil des Droits de l’Homme des Nations Unies, 2012, pp. 17-34.

- ◆ « Réflexions sur l'intégration de la coutume autochtone dans l'élaboration de la norme à partir du cas de la Nouvelle-Calédonie », in N. Meyer et C. David (dir.), *L'intégration de la coutume dans l'élaboration de la norme environnementale – Eléments d'ici et d'ailleurs*, éd. Bruylant, 2012, pp. 197-214.
- ◆ Commentaire de l'ouvrage de Jean-Yves FABERON, « Des institutions pour un pays – La Nouvelle-Calédonie en devenir », *Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie*, n° 19, p. 135.
- ◆ « New provincial environmental legislation in New Caledonia : continuity and reform in environmental governance in a French pacific territory », *Asia Pacific Journal of Environmental Law*, n° 13, 2011, pp. 135-145. Co-écrit avec Pepe Clarke, Consultant IUCN.
- ◆ « Le recensement ethnique comme outil de politique publique » : in J.-Y. Faberon, J.-M. Regnault et V. Fayaud (dir.), *Destins des collectivités politiques d'Océanie*, éd. PUAM, coll. Droit d'outre-mer, 2011, p.675-685.
- ◆ « Quel bicamérisme pour la Nouvelle-Calédonie ? », *Revue Politéïa*, n° 20, 2011, pp. 175-186.
- ◆ « La loi du pays calédonienne - Eléments juridiques et politiques », in M. Debene et J.-P. Pastorel (dir.), *La "loi du pays" en Polynésie française*, éd. L'Harmattan, coll. Portes Océanes, 2011, pp. 21-38.
- ◆ « La nécessaire évolution des concepts juridiques pour une protection réaliste de la biodiversité en Nouvelle-Calédonie », *Ethnopharmacologia*, n° 46, 2010, pp. 26-30.
- ◆ « La question prioritaire de constitutionnalité à l'égard des dispositions d'une loi du pays de Nouvelle-Calédonie », *Revue Juridique, politique et économique de Nouvelle-Calédonie*, n° 15, 2010/1, p. 65-69.
- ◆ « L'expérience calédonienne de répartition des compétences, voie à suivre ou modèle spécifique ? », in J.-F. Brisson (dir.), *Les transferts de compétences de l'Etat aux collectivités locales*, éd. L'Harmattan, 2009.
- ◆ « Pour une approche renouvelée du droit français de la domanialité publique », *Les Petites Affiches*, 2007, n° 165, pp. 3-14.
- ◆ « Le partage de la compétence environnementale en Nouvelle-Calédonie », *Revue Juridique de l'Environnement*, Numéro spécial, 2007, pp. 33-43.
- ◆ « Le pouvoir réglementaire d'organisation du service: une jurisprudence toujours en mouvement », *Droit administratif*, février 2006, pp. 11-17.

COMMUNICATIONS ORALES SANS PUBLICATION DES ACTES :

- ◆ « New Caledonia self determination referendum : stakes and issues », conference at the Department of Pacific Affairs (DPA), Australian National University (ANU), 14 juin 2018.
- ◆ « The New Caledonian referendum », in *Café-Science Politique*, Australian National University Center for European Studies (ANUCES), 12 juin 2018.

- ◆ « Les outils institutionnels en société divisée - Contribution à la réflexion sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie », in *Séminaire Interinstitutionnel en SHS en Nouvelle-Calédonie*, Institut de Recherche pour le Développement (Nouméa – Nouvelle-Calédonie), 7 mars 2018. Retransmis sur la chaîne télévision Caledonia TV le 24 mars 2018.
- ◆ « Introducing the principle of non-regression and the rights of nature in the Loyalty Islands Province Environmental Code », in *Communities acting for sustainability in the Pacific*, University of Wollongong (Australie), 18 juillet 2016.
- ◆ « New Caledonia constitutional transition from Melanesian states recent experience », in *Political change in Oceania : local, national and regional challenges*, Colloque de la Pacific Islands Political Science Association (PIPSA), Alofi (Niue), 12-15 juillet 2016.
- ◆ « Quels droits pour les déplacés environnementaux ? », 4^{ème} sommet Océania 22, Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, Bourail, Nouvelle-Calédonie, 6 avril 2016.
- ◆ « L'émergence des droits des générations futures dans les jurisprudences constitutionnelles - Étude comparée », in *Rencontre mondiale des juristes de droit de l'environnement dans le cadre de la COP 21*, 5 décembre 2015, École des hautes études en sciences sociales (EHESS), (« Side event off » à la 21^{ème} Conférence des parties (COP21) sur les changements climatiques).
- ◆ « Le destin commun en droit », in *Le destin commun, qu'est-ce que ça veut dire ?*, 23 septembre 2015, Congrès de la Nouvelle-Calédonie.
- ◆ « Populations autochtones et Déplacements environnementaux », Conférence « Changement climatique et Populations Autochtones », 9 août 2015, Université de la Nouvelle-Calédonie.
- ◆ « Changement climatique et déplacés environnementaux en Océanie », 3^{ème} sommet Océania 21, Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, Nouméa, 29 avril 2015.
- ◆ « Droit de l'environnement et protection de la santé : un lien congénital », Conférence « Changement climatique et santé en Nouvelle-Calédonie », 7 avril 2015, Université de la Nouvelle-Calédonie.
- ◆ « Los desplazados climáticos en el Pacífico », Congreso mundial de derecho, política y gestión de riesgos de desastres, Universidad Nacional del Litoral, Santa Fe, Argentine, Novembre 2014.
- ◆ « Changement climatique et Territoire : vers un cadre juridique protecteur pour les déplacés environnementaux du Pacifique ? », in B. Rigo (dir.), *Les nouvelles relations des Océaniens à leur terre et à leur environnement : Appartenance versus propriété*, Novembre 2014.
- ◆ « May 2014 elections in the self-determination context in New Caledonia », Colloque Pacific « Islands Political Science Association (PIPSA), Papeete (Polynésie française), Juin 2014.
- ◆ « The May 11, 2014 elections in New Caledonia – Stakes, results and perspectives », Séminaire, University of Victoria, Wellington, Nouvelle-Zélande, Mai 2014.
- ◆ « The evolution of the political status of New Caledonia : 2014, a key year », Séminaire, University of Waikato (Nouvelle-Zélande), Avril 2014.

- ◆ « The role of constitutional courts in determining the scope of the right to environment - A comparative approach », 2013 IUCN Academy of Environmental Law Annual Colloquium, University of Waikato (Nouvelle-Zélande), Juin 2013.
- ◆ « Institutionnalisation de la coutume et processus législatif - Etude comparée dans le Pacifique Sud », in *L'élaboration du socle commun et l'évolution des autorités et institutions coutumières*, Sénat coutumier de Nouvelle-Calédonie, Nouméa, 23-24 octobre 2012.
- ◆ « Priority Preliminary Rulings on the issue of constitutionality and local statutes in New Caledonia : the strenghtening of the rule of law », Séminaire, Australian National University (Canberra – Australie), Octobre 2012.
- ◆ « Les institutions et autorités coutumières en Nouvelle-Calédonie », in *Droit coutumier et pluralisme des ordres juridiques en Nouvelle-Calédonie*, Sénat coutumier de Nouvelle-Calédonie, Mars 2011.

PROGRAMMES DE RECHERCHES COLLECTIFS

- ◆ Participation au projet « Code de l'environnement de la province des Iles Loyauté (CEPIL) : Elaboration du Code de l'environnement de la province des Iles Loyauté de Nouvelle-Calédonie, en collaboration avec l'IRD (UMR – GRED), 2013-2018.
- ◆ « Expertise collégiale sur l'exploitation des ressources minérales marines en Polynésie française », à la demande du Gouvernement de la Polynésie française, IRD. Experte en droit de l'environnement et coordonnatrice de l'axe Droit et Gouvernance, 2015.
- ◆ Participation au projet « Droit et gouvernance des ressources naturelles à Vanuatu » (2013–2015), dans le cadre de la convention de coopération entre la France, la Nouvelle-Calédonie et le Vanuatu et en collaboration avec l'IRD (UMR – GRED), l'Université de la Nouvelle-Calédonie, University of South Pacific et le VKS (Centre culturel du Vanuatu).
- ◆ Participation au programme COGERON / Liteau III (MEEDDAT) : étude juridique sur la formalisation des usages coutumiers sur le littoral, IRD/UNC/IAC/IFREMER. Coordination de l'axe juridique et recherche (2008–2011).
- ◆ Participation au projet « Guide méthodologique pour le suivi des impacts miniers en milieu lagunaire (GIMINI), en collaboration avec IRD/IFREMER/IAC/UNC. Financement CNRT Nickel et son environnement, Coordination de l'axe juridique. 2010.
- ◆ Coordination du projet dans le cadre de la convention liant le LARJE à la Province Sud de Nouvelle-Calédonie dans le cadre d'une convention d'assistance juridique pour l'élaboration d'un Code de l'environnement de la collectivité (2008-2009).

ENSEIGNEMENTS (DEPUIS 2008)

Niveau	Enseignement	CM/TD	Volume horaire	Période	Remarques
L1	Droit constitutionnel - Les principes fondamentaux	CM	36h	Depuis 2009*	Sauf 2010 (congé maternité)
L1	Droit constitutionnel - La Vème République	CM	36h	2010 à 2014	
L1	Institutions administratives nationales	CM	36h	2009	
L1	Régimes politiques étrangers	CM	24h	2009 à 2016	
L1	Relations internationales	CM	18h	2009	
L1	Introduction au système juridique calédonien	CM	12h	2015 à 2016	
L1	Méthodologie juridique	TD	32h	2012 à 2014 ; 2018*	40h en 2018
L1	Droit constitutionnel - La Vème République	TD	20h	2012	
L1	Tutorat étudiants	TD	18h	Depuis 2012	14h en 2013 ; 10h en 2014 ; 8h depuis 2015
L2	Introduction aux grands problèmes contemporains	CM	18h	2011 à 2013	
L2	Droit administratif général	TD	48h	2010	
L3	Droits et Libertés fondamentaux	CM	36h*	Depuis 2009	24h en 2012 et 2013 ; 30h en 2014 et 2015
L3	Droit administratif des biens	CM	36h	2010	
L3	Droit de l'environnement et du développement durable	CM	24h	Depuis 2012	
L3	Organisation politique du Pacifique	CM	18h*	Depuis 2016	22h en 2016
L3	Droits et Libertés fondamentaux	TD	24h*	2009, 2011, 2012, 2015, 2017	12h en 2012 et 2015, 20h en 2017
L3	Droit de la fonction publique	TD	24h	2009 à 2011	
L3	Organisation politique de la Nouvelle-Calédonie	TD	24h	2012	
L3	Droit de l'environnement et du développement durable	TD	12h	2012	
M1	Institutions approfondies et sources du droit en Nouvelle-Calédonie	CM	18h*	Depuis 2015	12h en 2015 et 2016
M1	Droit des collectivités en Nouvelle-Calédonie	CM	30h*	2015 à 2016	24h en 2016
M1	Droit des collectivités en Nouvelle-Calédonie	TD	12h	2015 à 2016	
M2	Séminaires approfondis	CM	5h	Depuis 2016	Enseignement multi intervenants
M2	Contentieux constitutionnel comparé	CM	20h	Depuis 2017	
M2	Prospectives du droit calédonien	CM	16h*	Depuis 2016	Cours partagé en 2016 et 2017
M2	Préparation aux oraux de concours	TD	5h*	2016 à 2017	9h en 2017
M2	Séminaire d'actualité droit de l'environnement	TD	2h	Depuis 2016	Enseignement multi intervenants

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES, PEDAGOGIQUES ET SCIENTIFIQUES

Responsabilités administratives :

- ◆ Directrice adjointe du Département Droit Economie Gestion de l'Université de la Nouvelle-Calédonie (2016-2017).
- ◆ Membre du comité directeur de la Pacific Islands Political Studies Association depuis octobre 2014.
- ◆ Membre élue du Conseil d'administration de l'Université de la Nouvelle-Calédonie (2013-2017).
- ◆ Membre du bureau de la présidence de l'Université de la Nouvelle-Calédonie (2009-2010).

Responsabilités pédagogiques :

- ◆ Directrice du Master de Droit, mention « Droit et Management dans l'environnement calédonien » (2015-2017).
- ◆ Responsable pédagogique de la licence de droit de l'Université de la Nouvelle-Calédonie (2010-2014).
- ◆ Responsable de la coordination de l'enseignement des langues au Département Droit Economie Gestion de l'Université de la Nouvelle-Calédonie (2008-2010).

Responsabilités scientifiques (hors programmes de recherche) :

- ◆ Coordination de Mélanges en la mémoire de Guy Agniel : « L'Océanie dans tous ses États », éd. Presses Universitaires de la Nouvelle-Calédonie (PUAM), à paraître, 2019.
- ◆ Direction scientifique d'un dossier spécial « Le jour d'après – Quel droit, quelles institutions après l'accord de Nouméa ? », Revue Juridique, Politique et Economique de la Nouvelle-Calédonie, n° 30, 10 contributions.
- ◆ Coordination d'un ouvrage collectif : « Quinze ans de lois du pays en Nouvelle-Calédonie – Sur les chemins de la maturité », éd. PUAM, coll. Droit d'outre-mer, 2016, 330 pages.
- ◆ Direction scientifique et organisation d'un cycle de conférences pluridisciplinaire sur la recherche scientifique sur les impacts du changement climatique en Nouvelle-Calédonie dans l'optique de la COP 21 (5 conférences thématiques), 2015.
- ◆ Direction scientifique et organisation d'un colloque international : « Le développement durable en Océanie – Vers une éthique nouvelle ? », S. Blaise, V. David et C. David (dir.), 2013.
- ◆ Direction scientifique et organisation d'un colloque international : « L'intégration de la coutume dans l'élaboration de la norme environnementale – Eléments d'ici et d'ailleurs », C. David et N. Meyer (dir.), 2009.

Direction de thèses :

- ◆ Depuis février 2015 : O. Seigneury : « Du droit à l'environnement au droit au développement durable : contribution à l'étude du renouveau des droits fondamentaux ». Co-direction avec Prof. M.-A. Cohendet, Université Paris 1.
- ◆ Depuis février 2015 : M. Uzan : « La responsabilité environnementale en Nouvelle-Calédonie », Co-direction avec Prof. C. Didier-Grare, Université Paris 5.
- ◆ Depuis novembre 2015 : S. Aupetit : « L'effectivité du droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie ».
- ◆ Depuis février 2016 : C. Réal Dufour : « Prospection autour d'un modèle *sui generis* de fonction publique en Nouvelle-Calédonie ».
- ◆ Depuis septembre 2016 : A. Tutugoro : « L'institutionnalisation consentie du mouvement indépendantiste en Nouvelle-Calédonie (1998-2018). Créer l'indépendance dans un territoire en voie d'émancipation ». En co-direction avec S. Al Wardi, MCF HDR en science politique, Université de la Polynésie française.